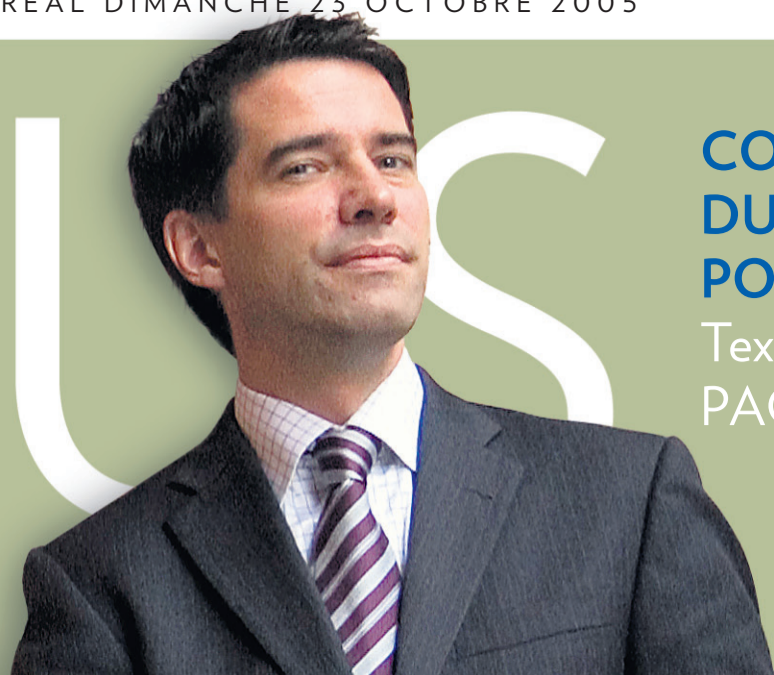


PLUS

COURSE À LA DIRECTION  
DU PARTI QUÉBÉCOIS  
PORTRAITS DES FAVORISTextes de Denis Lessard  
PAGES 4 ET 5

ANDRÉ BOISCLAIR



RÉFÉRENDUM 1995

# INOUBLIABLE FIN DE COURSE



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Octobre 1995. Deux semaines avant le référendum du 30 octobre. Personne n'ose prédire le résultat du vote tellement la course est serrée. La frénésie est à son comble. Notre collègue Katia Gagnon est alors journaliste à la Presse Canadienne. Elle vit les derniers jours de la campagne à bord de l'autocar du OUI, à deux pas de Lucien Bouchard. Paul Wells, lui, reporter parlementaire à Ottawa pour la *Gazette*, est rapatrié à Montréal pour faire du « terrain » et prendre le pouls de cette campagne qui fascine le Québec et le Canada tout entier. Ces deux jeunes reporters ont vécu la campagne au jour le jour. Le temps n'a pas émoussé leurs souvenirs : ils nous racontent leur expérience sur un ton personnel, avec des informations brutes entremêlées d'impressions et d'émotion. À lire en pages 2 et 3.





PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Lucien Bouchard et sa femme, Audrey Best, le soir de la défaite du OUI. « L'effet Bouchard » n'avait pas suffi.

LE JOURNAL DE KATIA GAGNON

# À bord de l'autobus

En 1995, Katia Gagnon était une jeune journaliste, en poste sur la colline parlementaire depuis un an et demi. Employée de la Presse Canadienne, elle a couvert la campagne référendaire à bord des autocars. Au fil de cette campagne historique, elle a noté les événements, les impressions, les sentiments qui l'habitaient dans un journal. Question de se replonger dans l'atmosphère référendaire, elle livre aujourd'hui des extraits intimes de ce petit cahier qui racontent, à bord de l'autobus du OUI, les derniers jours d'une campagne qui a bien failli changer la face du Canada.

KATIA GAGNON

**Vendredi, 27 octobre**

Lever abominablement tôt pour aller voir l'effet Bouchard à l'oeuvre à la station de métro Henri-Bourassa. Il encourage les militants, serre quelques mains. Soudain, une dame roumaine lui serre les mains, visiblement émerveillée : elle a fait un détour sur le chemin du travail pour venir voir Bouchard de ses yeux. « Il paraît que vous êtes magique. Il fallait que je vous touche. » Bouchard est mal à l'aise, répond qu'il n'est pas magique. Partout, c'est la même chose. « Lucien » produit le même effet. Ailleurs, plus tôt dans la campagne, une femme s'est discrètement pointée à la porte de l'autocar, a poliment demandé au chauffeur si elle pouvait toucher le siège où s'assoit normalement Bouchard. Avec ses deux mains bien à plat, consciencieusement, elle a longuement palpé le tissu du siège. Les militants du Centre Saint-Pierre, que le chef du Bloc rencontre un peu plus tard, n'échappent pas, eux non plus, à l'effet Bouchard. Quand Bouchard leur dit que les programmes sociaux resteront intacts dans un Québec souverain, que le déficit se résor-

bera en « pigeant » dans les fiducies familiales, que le Québec souverain sera une « digue » contre la tentation de la droite, ils le regardent, bouche bée, admiratifs, même si ces propos mériteraient d'être remis en question avec une once de scepticisme.

L'effet Bouchard, c'est ça. Tout dans la forme, rien dans le fond. Un journaliste qui se retrouve devant son clavier, après un discours qui a littéralement soulevé les foules, n'a souvent pas de *lead*. Rien dans le fond, tout dans la forme. Mais quelle forme.

Un exemple : il y a une semaine, Bouchard avait eu du mal, en Beauce, à grimper l'escalier qui menait à la scène, gêné par son infirmité. Quelqu'un se hâte pour l'aider. Il refuse d'un geste sec. Mais à la deuxième phrase de son discours, il tire brillamment parti de ce petit incident. « Les Québécois sont, depuis des dizaines d'années, sur l'avant-dernière marche. Il n'en reste plus qu'une à monter », lance-t-il à la foule. Une fois de plus, c'est le délire.

**Samedi, 28 octobre**

Une immense journée de 19 heures en Gaspésie et aux Îles avec Bouchard. C'est devenu un cliché, mais nous le vivons tous les jours : on peut mesurer toute

l'adulation dont jouit Bouchard à cette assemblée aux Îles, où un Madelinot sur 10 est présent. Mille cinq cents personnes enthousiastes, gonflées à bloc dans ce comté rouge au provincial et au fédéral. Presque aucun chef ne s'est déplacé jusqu'ici durant la campagne : seul Jean Charest s'y est risqué. Aujourd'hui, très peu de médias sont du voyage.

L'assemblée est tonitruante, pleine de vie. À l'accueil, un dignitaire local qualifie Bouchard de « surhomme ». Un gars qui a vaincu la « bibitte infernale » vaincra le NON, décrète-t-il. À deux jours du vote, Bouchard lance un appel pressant aux militants. C'est dans ces deux jours que se joue l'avenir d'un pays, dit-il. Les discours de Bouchard sont écrits comme des livres, des livres religieux, bourrés de mots comme : sacré, démon, devoir, résurrection, justice. C'est un *preacher* de la souveraineté.

Au retour, après une journée épuisante, je me retrouve prati-

**Quand Bouchard leur dit que les programmes sociaux resteront intacts dans un Québec souverain, que le déficit se résorbera en « pigeant » dans les fiducies familiales, que le Québec souverain sera une « digue » contre la tentation de la droite, ils le regardent, bouche bée, admiratifs...**

quement seule dans le petit avion avec un collègue anglophone. À mon grand étonnement, ce grand gars froid comme un iceberg fond soudainement en larmes. « Qu'est-ce que je dis à mes parents, à Winnipeg ? Je suis en train de perdre mon pays », sanglote-t-il. Je n'ai rien à lui répondre.

**Lundi, 30 octobre**

C'est le grand jour. Dès 16h, au Palais des congrès, on sent la fé-

brilité de tous. Nervosité, nervosité, le temps ne passe plus jusqu'à 20h. Je m'épuise à écrire des petits textes d'atmosphère pour que les aiguilles tournent plus vite. Enfin, 20h. Les premiers résultats sont renversants : le OUI remporte près de 60 % aux Îles-de-la-Madeleine. Au début de la soirée, Jean Royer et René Blouin (NDLR : deux conseillers de Parizeau) nous disaient que si le OUI remportait les Îles, les souverainistes balayaient la province. Michel Lepage, dans son dernier sondage, établissait le score du OUI à 52 %.

Les 20 premières minutes sont littéralement euphoriques dans le camp du OUI. Les souverainistes mènent partout et se dirigent vers un score inverse de celui de 1980. La débâcle commence à Québec, en Beauce. À Montréal, la tache rouge s'étend, avec des comtés qui votent à plus de 80 % pour le NON. C'est colossal. La majorité du OUI ne cesse de fondre. Radio-Canada en est rendue à afficher

les centièmes de point. Douche écossaise pour la foule, qui s'exclame à chaque hausse, déprime à chaque baisse.

Landry vient, vers 21h, résumer l'esprit ambiant : la défaite s'en vient. Inexorablement. Les journalistes de la télé, en ondes en direct, sont évidemment tenus à une *poker face* totale, mais, du côté de la presse écrite, de la radio, plusieurs collègues francophones sont cruellement déçus. Ça se lit sur leur visage. Les journalistes

anglophones, quant à eux, sont visiblement soulagés, mais ne pa-voient pas. Certains d'entre eux osent un geste de soutien vers les francos. Une main sur l'épaule. Un sourire compréhensif.

Pauline Marois vient, vers 22h, annoncer que les souverainistes acceptent le verdict. Dumont et Bouchard suivent, très tard, en appellent au respect de la démocratie sans exclure le match revanche. Mais c'est Parizeau, imprévisible premier ministre, qui vient jeter la dernière douche d'eau glacée sur la foule. Son discours est amer, survanhard, inacceptable. Il classe les citoyens du Québec en deux : les ethniques et les autres. Nous.

Incroyable. Avec une population divisée à 50-50, le rôle du premier ministre en est un de rassembleur, de cohésion sociale. Parizeau, avec son appel au « nous », agit en révélateur de toutes les frustrations de la foule qui se presse au Palais des congrès. Je suis atterré. J'ai l'impression que ce soir, le camp du OUI a perdu deux fois : dans les chiffres et dans le discours du premier ministre.

Je me rends ensuite rue Sainte-Catherine, couvrir les manifestants qui réagissent à la défaite en voulant tout casser au Métropolis, où sont claquemurés les partisans du NON. Ils sont frustrés. Je les comprends. Ce soir, on se croirait en Haïti : les policiers de l'antiémeute, l'hélicoptère de la SQ qui patrouille les lieux. Les vitres cassées. L'auto renversée. Une affiche du OUI en flammes.

Au beau milieu de ce bordel, je croise un collègue anglophone de la Canadian Press. Nous nous connaissons assez peu et pourtant, ce soir, nous nous tombons dans les bras. « We both lost tonight », me dit-il. C'est vrai. À cause des propos de Parizeau, ce soir, nous avons tous les deux perdu.

**Jacques Parizeau**

Élu premier ministre en septembre 1994, Jacques Parizeau ne tarde pas à inviter les Québécois à décider de leur avenir par voie de référendum. Il oriente toutes les actions du gouvernement péquainiste en fonction du projet souverainiste. Mais la campagne référendaire démarre mal pour le camp du OUI, et les tenants du

fédéralisme dominant dans les sondages. L'entourage de « Monsieur » le convaincra de s'effacer derrière Lucien Bouchard pour les besoins de la cause.

**Lucien Bouchard**

Cet ancien ministre conservateur est au sommet de sa popularité. Non seulement est-il devenu chef

de l'opposition officielle à Ottawa après avoir fait élire 54 députés du Bloc québécois, mais M. Bouchard a également survécu à la bactérie mangeuse de chair. Ce qui lui a donné une aura de quasi-invincibilité. Sa nomination, en pleine campagne référendaire, comme « négociateur en chef » fera décoller l'option du OUI dans

les sondages. Il succédera à M. Parizeau quelques mois plus tard.

**Mario Dumont**

Jeune politicien et unique député de l'Action démocratique, cet ancien ministre libéral rejoint Jacques Parizeau et Lucien Bouchard sous le parapluie du OUI. Ses appuis réels sont modestes, mais

comme chaque vote compte dans cette campagne, son adhésion fait grand bruit. Au plan de la symbolique, son geste porte à conséquence : c'est un ex-protégé de Robert Bourassa, et son engagement dans le camp souverainiste vus comme un appel du pied aux modérés, aux indécis, aux fédéralistes « mous ».

## Les ténors du OUI

## 10 ANS PLUS TARD

PLUS

LES SOUVENIRS DE PAUL WELLS

## Un anglo à Montréal

Aujourd'hui chroniqueur au magazine *Maclean's*, Paul Wells était, en 1995, reporter parlementaire du quotidien *The Gazette* à Ottawa. Au début septembre de cette année-là, il s'est de nouveau installé à Montréal, le temps d'une campagne référendaire. Ses souvenirs demeurent tellement vivants que, dit-il, il n'a eu aucune difficulté à rédiger pour nous le journal qui suit...

PAUL WELLS  
COLLABORATION SPÉCIALE

## Vendredi, 6 octobre 1995

Après tout ce que les Québécois et les autres Canadiens ont bâti ensemble — après les Lafontaine, les Baldwin, Cartier, Laurier, Atwood, Cohen, Tremblay et autres — c'est comme si les gens de Mercier ne retenaient qu'un nom : celui de Johanne Harvey.

Je suis dans cette circonscription située au nord de l'avenue du Mont-Royal Est depuis trois jours à interroger tout ce qui bouge. Bonjour madame ou monsieur, je m'appelle Wells, j'écris pour la grosse *Gazette* et je suis venu vous demander avec mon accent d'Anglais comment vous entendez voter au référendum. Il n'y a certainement pas pire que moi dans le monde pour faire des *vox pop* : l'idée d'interrompre des citoyens en train de vivre leur quotidien pour les interroger sur une question aussi grave que l'avenir du Québec me semble tellement arrogante que, entre vous et moi, j'ai passé énormément de temps à flâner dans les cafés et les boutiques de vêtements d'occasion avant de poser les questions qui s'imposent aux électeurs de Mercier.

Et pourtant il était temps. La campagne référendaire est officiellement en cours depuis une semaine. Ça va mal pour les péquistes : avec Jacques Parizeau comme chef, la campagne du OUI ne lève pas. Lucien Bouchard est presque introuvable. Certains se demandent si le chef du Bloc ne boude pas ouvertement la campagne, histoire de mieux se positionner pour l'après-NON.

Et pourtant les sondages, bien qu'ils donnent le NON gagnant, sont plutôt serrés. Mon patron m'envoie dans Mercier, circonscription hétérogène mais majoritairement francophone, pour essayer de savoir pourquoi le OUI n'est pas plus faible. Les électeurs ne se gênent pas pour donner une réponse quasi unanime : ils trouvent la campagne du NON négative, comptable, mesquine, menée par une série de gens d'affaires qui se suivent et se ressemblent dans leur conviction que les Québécois sont incapables de surmonter des défis.

Si les ténors du NON aiment tellement ce Canada, pourquoi est-ce qu'ils n'en parlent pas ? La plupart des gens que j'interroge me disent qu'ils voteront OUI. Et ils sont nombreux à me mentionner le nom de Johanne Harvey, cette jeune mère québécoise qui s'est installée à Owen Sound, en Ontario, l'année précédente. Son fils de 8 ans a mis un drapeau québécois dans la fenêtre. Quelques crétiens du coin ont répondu avec des actes de vandalisme. Comme « Frogs go home » écrit sur sa voiture, et ainsi de suite.

C'est sidérant de constater com-



Deux partisans du OUI. « Un camp dénigrant le Canada, l'autre refusait d'en parler », se rappelle Paul Wells.

bien de gens voient en l'histoire de Johanne Harvey le vrai visage du Canada anglais. Même si le maire d'Owen Sound s'est excusé auprès de Mme Harvey, même si le conseil municipal a voté unanimement une motion de soutien envers elle. Même si elle a décidé de rester en Ontario. Ça, le monde l'oublie. Mais des gestes disgracieux, ça, ils s'en souviennent. Et ils voient la même attitude dans le comportement des ténors du NON. Ébranlé, je rentre au journal pour rédiger mon texte. Il paraîtra deux jours plus tard, dimanche. Entre-temps, Lucien Bouchard sera nommé négocia-

## Et pourtant, j'en connais des fédéralistes qui savent lire, pleurer, chanter. Ils ont été évacués du Québec et remplacés par Daniel Johnson.

teur en chef pour le Québec advenant la souveraineté. Je ne croirai jamais qu'un « phénomène Bouchard » puisse expliquer, seul, la montée du OUI. J'ai vu et entendu jusqu'à quel point les fédéralistes sont eux-mêmes capables de se tirer dans le pied.

## Vendredi, 13 octobre

Petit congé : j'assiste à un spectacle du formidable trompettiste de jazz Kevin Dean, né en Iowa, qui enseigne à l'Université McGill. S'il y a un endroit au monde où le jeune journaliste de

la *Gazette* que je suis (j'ai alors 29 ans) est bien connu, c'est justement à un concert de jazz à Montréal donné par des artistes anglophones. À l'entracte, des dizaines de têtes se tournent vers moi. « How is it going ? » Je donne une espèce de briefing aux autres mélomanes : le OUI monte dans les derniers sondages que j'ai vus, mais pas de beaucoup ; il n'y a pas de quoi s'inquiéter. On apprendra très bientôt jusqu'à quel point j'ai tort.

## Lundi, 16 octobre

Choc : en fin de semaine, Lucien Bouchard a laissé échapper ses

basais mon choix uniquement sur le ton des grands-messes de chaque camp, je voterais OUI à coup sûr. Et pourtant, j'en connais des fédéralistes qui savent lire, pleurer, chanter. Ils ont été évacués du Québec et remplacés par Daniel Johnson.

## Mardi, 17 octobre

La *Gazette* publie une section spéciale, « The Choice » (le choix), portant sur les enjeux du référendum : conséquences d'un OUI, d'un NON, partenariat, institutions, douanes, frontières, autochtones, ALENA, et ainsi de suite. Des articles de réflexion, d'analyse, d'un ton calme et sérieux. J'en suis énormément fier. Et de plus en plus surpris par la couverture de certains autres médias, qui semblent croire qu'un texte ou un topo venant de chaque autobus — un pour le OUI, un pour le NON — suffisent et garantissent l'impartialité. Pour moi, c'est tout simplement bête de couvrir un référendum comme on couvre des élections. Ce n'est pas un homme qu'on est en train d'élire, c'est un avenir. Et l'avenir durera beaucoup plus longtemps que le charisme d'un chef ou les maladrotes d'un autre.

## Lundi, 30 octobre

Je vous fais grâce du récit de mes 13 derniers jours de la campagne. De tout façon, rien ne se-

## QUELQUES DATES CLÉS

## &gt; 6 décembre 1994 :

Le premier ministre Jacques Parizeau dépose un projet de loi à l'Assemblée nationale sur l'avenir du Québec. Il trace les grandes lignes du pays après un OUI au référendum.

## &gt; 12 juin 1995 :

Entente entre le Parti québécois, le Bloc québécois et l'Action démocratique sur un projet commun de souveraineté.

## &gt; 26 août 1995 :

La campagne du NON s'ouvre à Drummondville. Un sondage publié le matin même place son chef, Daniel Johnson, loin derrière les leaders souverainistes au chapitre de la crédibilité.

## &gt; 30 août 1995 :

L'ex-premier ministre Robert Bourassa s'engage dans la campagne du NON.

## &gt; 7 septembre 1995 :

Le projet de loi sur la souveraineté du Québec est déposé à l'Assemblée nationale par Jacques Parizeau.

## &gt; 26 septembre 1995 :

Le ministre canadien des Finances, Paul Martin, avertit que l'union économique entre le Canada et un Québec indépendant ne se fera pas.

## &gt; 7 octobre 1995 :

Jacques Parizeau cède le devant de la scène à Lucien Bouchard, désigné comme « négociateur en chef » advenant la victoire du OUI.

## &gt; 18 octobre 1995 :

Un sondage CROP met le OUI et le NON à égalité.

## &gt; 21 octobre :

Le premier ministre canadien Jean Chrétien rejette l'appel à l'aide de Daniel Johnson, qui souhaitait connaître avant le référendum ce qu'Ottawa avait l'intention de proposer aux Québécois s'ils votaient NON.

## &gt; 27 octobre :

Des dizaines de milliers de Canadiens convergent sur Montréal pour un « Grand Rallye de l'amour », où ils exhortent les Québécois à rester dans la Confédération.

## &gt; 30 octobre 1995 :

L'heure du verdict est arrivée. Les Québécois votent massivement, rejetant à 50,6 % contre 49,4 % la souveraineté-partenariat.

## &gt; 31 octobre 1995 :

Jacques Parizeau annonce sa démission prochaine comme premier ministre, chef du Parti québécois et député de l'Assomption.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

## Les défenseurs du NON

## Jean Chrétien

Le premier ministre canadien avait fait campagne aux côtés de Pierre Elliott Trudeau au référendum de 1980. Il ne doutait pas que le NON l'emporterait encore haut la main 15 ans plus tard. Durant la première moitié des hostilités, les sondages lui ont donné raison. Puis le vent a tour-

né avec l'arrivée officieuse de Lucien Bouchard à la barre des souverainistes. Il s'est alors révélé que le numéro un canadien n'avait aucun plan B en cas de victoire du OUI.

## Daniel Johnson

Le successeur de Robert Bourassa a tout juste eu le temps de per-

dre les élections, en septembre 1994, qu'il se retrouve à peine plus d'un an plus tard à la tête des forces du NON. Mettant les Québécois en garde sur un appauvrissement appréhendé à la suite d'une victoire souverainiste, M. Johnson a multiplié les interventions musclées durant la campagne, sans toujours obtenir l'ap-

pui qu'il aurait souhaité des libéraux de Jean Chrétien.

## Jean Charest

Le député de Sherbrooke est alors chef du Parti conservateur, qui ne compte que deux députés aux Communes, incluant lui-même. Or M. Charest fait une campagne référendaire très vigoureu-

se, qui le mène sans relâche aux quatre coins du Québec. Son truc : sortir un passeport canadien de sa poche à l'apogée de chaque discours, et demander à ses interlocuteurs s'ils veulent vraiment le perdre. Sa prestation en fera le successeur tout désigné de Daniel Johnson lors du départ de celui-ci.

Trois semaines et des poussières. C'est tout ce qu'il reste aux neuf aspirants à la direction du Parti québécois pour convaincre les membres de voter pour eux. En fait, pour plusieurs, la bataille n'a jamais eu lieu. Reste tout de même les Boisclair, Marois, Legendre et Bernard, les quatre grosses pointures. Reste aussi que les négligés ont apporté des éléments de réflexion supplémentaires, relancé des débats parfois soporifiques. **On vous présente tous les aspirants à la succession de Bernard Landry aujourd'hui et demain.** Ceux pour qui les militants auront à se prononcer le 15 novembre prochain, date symbolique pour le PQ, vainqueur pour la première fois le 15 novembre 1976.



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Pauline Marois se prépare depuis 25 ans à devenir première ministre.

## PAULINE MAROIS

# Beaux états de service; manque de flair politique



DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le flair politique ne fait pas partie des attributs de Pauline Marois. À bien des occasions, celle qui depuis 25 ans se prépare à devenir première ministre a au contraire prouvé qu'elle en manque cruellement.

Un exemple : en août 2004, M<sup>me</sup> Marois réclame publiquement une course à la direction du PQ à l'occasion d'un conseil national. Sans avoir préparé sa sortie, elle est carrément humiliée sur le parquet. Après plus de 20 ans en politique, elle ne pouvait invoquer l'appui que de deux ou trois collègues députés sans grande influence dans le PQ.

Un autre exemple : en juin dernier, juste avant le vote qui allait amener Bernard Landry à quitter la barre du PQ, M<sup>me</sup> Marois lui concédait la victoire et promettait même de rester dans l'équipe de son rival de toujours !

Malgré des états de service incomparables et une carrière qui lui aura fait occuper des portefeuilles névralgiques, M<sup>me</sup> Marois a souvent visé à côté de la cible quand il s'agissait de prendre une décision importante.

Curieuse politicienne, du reste, que cette femme au discours de travailleuse sociale malgré ses allures de grande bourgeoisie, qui a rangé ses bijoux et ses foulards de soie depuis le début de la course à la direction du PQ.

Ce clivage n'est pas récent. Fille de garagiste de la rive sud de Québec, elle épouse Claude Blanchet, alors propriétaire de stations-service et doté d'un sens aigu des affaires. Le couple finit par s'établir à L'Île-Bizard, dans une maison qui fait songer au château de Moulinsart des albums de *Tintin*. Un bungalow tiendrait sans problème dans l'atrium du salon, et on cesse de compter après huit salles de bains. La construction a nécessité une dérogation au zonage. Mais M<sup>me</sup> Marois cuisinait elle-même les repas quand, ministre des Finances, elle recevait ses conseillers pour préparer ses budgets.

Élue dans une circonscription de Québec en 1981, elle est vite nommée ministre de la Condition féminine. Depuis lors, toutes ses entrevues évoqueront la possibilité qu'elle devienne un jour la première femme premier ministre du Québec.

### Valse-hésitation

Elle tente sa chance pour la première fois en 1985, terminant deuxième derrière Pierre Marc Johnson. Celui-ci part en novembre 1987. M<sup>me</sup> Marois songe à se proposer à sa succession, mais laisse fi-

**Malgré des états de service incomparables et une carrière qui lui aura fait occuper des portefeuilles névralgiques, M<sup>me</sup> Marois a souvent visé à côté de la cible quand il s'agissait de prendre une décision importante.**

nalement la place à Jacques Parizeau. En 1989, celui-ci lui donne la circonscription de Taillon, confortable bastion nationaliste. À son départ, M. Parizeau la nomme ministre des Finances, un tremplin pour l'aider dans l'éventualité d'une course à la direction. Faux espoir : tout le monde s'enlève du chemin quand arrive Lucien Bouchard.

En 2001, au départ de M. Bouchard, elle tergiverse encore trop longtemps. Bien plus déterminé, Bernard Landry rafle tous les appuis.

À chaque occasion, cette valse-hésitation de la femme-orchestre des

gouvernements Lévesque, Parizeau, Bouchard et Landry lui a fait perdre la confiance de ses collègues.

À l'Assemblée nationale, jamais elle ne saute à la jugulaire de l'adversaire. « En politique, il faut avoir un peu l'instinct du tueur... et cela lui manque, probablement parce que c'est une femme », a résumé la semaine dernière un de ses proches organisateurs.

Elle n'a pas souvent joué cette carte féministe. Aussi la décision d'organiser un mouvement d'appui auprès de cette clientèle la semaine dernière sentait-elle la panique de

la perdante.

Sous Lucien Bouchard, elle a dirigé successivement l'Éducation et la Santé. Elle a lancé les états généraux sur l'éducation, qui ont préparé la réforme en cours. Elle était encore aux commandes quand le Québec s'est doté d'un réseau de garderies à 5 \$. Plus tard, elle est devenue incontournable pour le portefeuille des Finances.

Ses faux pas sont rarissimes. Si on a pu faire des gorges chaudes des toilettes silencieuses installées à son cabinet, personne n'a pu prétendre qu'elle avait dilapidé les fonds publics.

### Convictions à géométrie variable

Vers la fin du mandat Landry, les choses ne tournaient pas rond au gouvernement. Pauline Marois a réclamé et obtenu rapidement la tête de Claude H. Roy, l'ami de longue date que M. Landry avait choisi comme chef de cabinet. Elle y a mis plus de temps, mais elle a aussi fait partir Raymond Bréard, bras droit de Bernard Landry, éclaboussé par la controverse autour d'Oxygène 9.

En fait, son pire handicap a été la mauvaise presse de la SGF, dirigée par son mari, Claude Blanchet. Ce dernier obtenait des bonis supérieurs à son salaire même si l'organisme s'enfonçait dans le rouge. À son départ forcé par les libéraux, son contrat blindé lui a valu une rente annuelle de 86 000 \$ pour six ans de travail. Et encore cet automne, des députés péquistes ont refusé leur appui à la seule femme candidate à cause de ces excès.

Par ailleurs, M<sup>me</sup> Marois n'a pas eu peur d'afficher un vaste éventail de convictions successives. Ministre de la Santé, elle se battait pour que le CHUM aille au 6000, rue Saint-Denis. Elle fut la seule de son parti, le printemps dernier, à opter pour la gare de triage d'Outremont. Déjà, dans les années 80, elle était à la fois pour et contre l'avortement. « Contre le geste d'avorter, mais pour le libre choix des femmes », expliquaient ses disciples.

Sur la question nationale, M<sup>me</sup> Marois a épousé au fil des ans

le. Les deux hommes ont croisé le fer fréquemment au caucus, le député jugeant la stratégie souverainiste de son parti trop timorée.

M. St-André proposait même, avant que M. Landry n'annonce son départ, qu'une fois élu, le PQ fasse « des gestes de rupture » et qu'il cesse d'appliquer certaines lois fédérales avant même la tenue d'un référendum. À l'arrivée de François Legault pour les élections de 1998, les permanents du PQ lui avaient en vain demandé de libérer sa circonscription. Clairement à gauche, M. St-André est aussi le candidat qui s'est le plus prononcé sur le déclin du français à Montréal.

Née à Saint-Rédempteur, près de Québec, le 29 mars 1949. Est mariée à Claude Blanchet, ex-président de la Société générale de financement. A quatre enfants. Vit à L'Île-Bizard. Titulaire d'un baccalauréat en service social de l'Université Laval (1971) et d'une maîtrise en administration publique des HEC (1976).

### Carrière :

- > Travailleuse sociale, directrice du CLSC de l'Outaouais.
- > Attachée de presse de Jacques Parizeau et chef de cabinet de Lise Payette.
- > 1981 : députée péquiste de La Peltrie, elle est nommée ministre à la Condition féminine, puis à la Main-d'oeuvre et à la Sécurité du revenu.
- > Septembre 1985 : candidate à la succession de René Lévesque, elle termine deuxième derrière Pierre Marc Johnson.
- > 1988 : battue lors d'une complémentaire dans Anjou.
- > 1988-1989 : vice-présidente du PQ sous Jacques Parizeau.
- > 1989 : élue députée de Taillon. Elle est réélue en 1994, 1998 et 2003.
- > 1994-1995 : présidente du Conseil du Trésor.
- > 1995-1996 : ministre des Finances.
- > 1996-1998 : ministre de l'Éducation.
- > 1998-2001 : ministre de la Santé.
- > 2001-2003 : ministre des Finances et vice-première ministre.

toute la palette des tendances. En 1984, avec Jacques Parizeau, elle a signé la lettre sur la « nécessaire souveraineté », une gifle à René Lévesque et au « beau risque ». Entrée comme « orthodoxe » à un congrès péquiste, elle en est ressortie « révisionniste », gagnée tout à coup, comme Bernard Landry, aux arguments de M. Lévesque.

Plus récemment, M<sup>me</sup> Marois a adopté en quelques mois toute la panoplie des stratégies sur la souveraineté. Elle préconisait des référendums sectoriels il y a deux ans, avant d'adhérer au référendum d'initiative populaire — une consultation qui devrait d'abord être réclamée par les électeurs. Puis M<sup>me</sup> Marois a encore une fois rajusté le tir, promettant un référendum rapidement, dans les six mois suivant l'élection du PQ, « à la condition qu'il soit gagnant ». Une réminiscence des conditions gagnantes de Lucien Bouchard.

## JEAN CLAUDE ST-ANDRÉ

# Des gestes de rupture

Né à Montréal, le 27 septembre 1962.

Baccalauréat en sciences sociales de l'Université de Montréal (1984).

Études en administration des affaires de l'Université de Montréal (1985-1987).

Attaché politique du député d'Anjou, Pierre Bélanger (1992).

Responsable du bureau de cir-

conscription du premier ministre Parizeau (1994-1996).

Député de l'Assomption, élu dans une partielle en 1996. Réélu en 1998 et 2003.

« On l'a eu, on l'a eu ! » Dans les coulisses du congrès où Bernard Landry venait d'annoncer son départ, Jean Claude St-André était euphorique à l'annonce de la nouvel-



PHOTO IVANO H. DEMERS. LA PRESSE

André Boisclair s'est intéressé très jeune à la politique.

## ANDRÉ BOISCLAIR

# Son magnétisme est évident; sa compassion l'est moins

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Il est frêle et un peu frénétique. Et pour faire sérieux, le très jeune André Boisclair s'est affublé de ces énormes bretelles rouges d'homme d'affaires parvenu. Jacques Parizeau, à qui on ne la fait pas, sait bien qu'il n'a pas un banquier devant lui. Mais un politicien, peut-être.

L'heure des grands desseins n'a toutefois pas encore sonné. En ce printemps 1988, André Boisclair est en voie d'abandonner l'université. Et prêt à faire le saut. Voilà qu'on lui confie comme mission de remplir des salles « spontanées » de jeunes qui appuieront le retour de « Monsieur » à la tête d'un PQ moribond. Un an plus tard, il n'a plus de bretelles, mais il a gagné des épaulettes.

Avec la même détermination, André Boisclair se met en tête d'obtenir l'investiture péquiste dans Gouin, un bastion nationaliste convoité alors par Pierre Bouchard, un militant studieux aux longs états de service. Exit Bouchard.

« Boisclair ne surestime jamais sa force, il calcule constamment ses appuis », résume un ami de l'époque.

André Boisclair mène sa campagne actuelle avec autant de rigueur. Sauf dans son blogue, souvent constellé de fautes d'orthographe.

Doté d'un sourire carnassier qui fait songer à Schwarzenegger, il arrive avec son auto sport et sa cuillère d'argent dans la bouche — son père, Marc-André, a acquis son indépendance financière avec la compagnie Laurentides, rachetée à prix fort par un concurrent, puis a réussi dans l'immobilier.

André Boisclair s'intéresse très tôt à la politique. Élu député à 23 ans, il se fait les dents dans l'opposition jusqu'en 1994.

Ministre « délégué » aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, André Boisclair, un des plus jeunes ministres à 29 ans, carbure au pouvoir. Déjà ses frasques font jaser dans cet autre « village » d'un kilomètre carré autour du Parlement. Souvent, il parvient à semer son garde du corps. Le lundi, il réapparaît au cabinet, parfois avec les clés d'une auto louée qu'il n'a pu retrouver.

Au cabinet du premier ministre Bouchard, on s'impatiente. Surtout

que le jeune ministre ne respecte pas ses échéanciers. Il ne « livre pas », par exemple, la politique attendue sur les jeunes. Fatigué des rumeurs sur la consommation et le train de vie du ministre, le chef de cabinet du premier ministre Bouchard, Hubert Thibault, aborde le sujet à la fin d'une rencontre. « Je n'aime pas ce que j'entends sur ton comportement », dit en substance Thibault. « C'est derrière moi », aurait répondu Boisclair.

### Un dauphin naturel

Chez bien des fonctionnaires qu'il a côtoyés, André Boisclair a laissé l'impression d'un magnifique politicien doté d'un magnétisme évident mais manquant tout à fait de compassion.

Jamais les petits employés de l'Environnement n'ont eu une visite de leur ministre. André Boisclair a fait le tour du propriétaire, direction par direction. Un grand succès de représentation. Mais en même temps il a humilié sans hésiter, et injustement selon des témoins, sa sous-ministre dans les comités interministériels. « Il est le ministre le plus difficile que j'ai eu », confie un mandarin pourtant clairement identifié au PQ.

Dans son entourage, on trouve un cercle serré d'amis de longue date, le plus souvent issus de la communauté gaie de Montréal. De fait, bien des hétérosexuels ne sont pas restés longtemps au cabinet de M.

Boisclair. « Clairement, je n'étais pas de la *gang* parce que je n'étais pas gai », laisse tomber un ex-collaborateur.

Ayant succédé à Lucien Bouchard au poste de premier ministre, Bernard Landry éprouvait des sentiments partagés pour ce jeune premier à qui il avait vendu une carte du PQ en 1984. En pleine Assemblée nationale, devant des députés médusés, il lui a déjà lancé : « Tu ne seras jamais premier ministre. »

## Dans son entourage, on retrouve un cercle serré d'amis de longue date, le plus souvent issus de la communauté gaie de Montréal.

Pour M. Landry, André Boisclair était le « dauphin naturel », mais dans trois ou quatre ans, après les prochaines élections, selon un proche de M. Landry. Ceux qui connaissent les deux politiciens voient vite le fossé. Bernard Landry est un humaniste plus traditionnel, profondément cultivé. Boisclair se pique de lire les ouvrages à la mode, qu'il régurgite à volonté.

### Souvent isolé

Comme ministre, André Boisclair

défendait ses dossiers avec une âpreté telle qu'on ne lui connaissait aucun allié au Conseil des ministres.

Politique musclée contre les pesticides, politique de l'eau et, surtout, moratoire sur les nouvelles porcheries, le jeune ministre ne s'est guère fait d'amis. Récemment encore, le président de l'UPA, Laurent Pellerin, disait « ne pas partager les valeurs de M. Boisclair », qui, selon lui, s'était fait « une belle jambe sur le dos des agriculteurs ».

Comme « jeune » ministre, il a été dans l'ombre de Gilles Baril, protégé officiel de Bernard Landry. Les deux jeunes loups se jalosaient ouvertement. Quand Baril est parti, Boisclair a vu s'ouvrir des possibilités inespérées.

Il a hérité des Affaires municipales au début de 2002 et s'est retrouvé au zénith de sa son orbite politique. C'est vers la fin de cette année-là qu'André Boisclair a semblé s'apaiser, ancrer davantage sa vie personnelle.

Pour lui, le passage à l'opposition, après la victoire de Jean Charest, s'est fait en douceur. Il est resté leader parlementaire du PQ en Chambre, un des rares postes chez les vaincus qui procure à la fois une poignée de collaborateurs et de la visibilité. Mais pas nécessairement le respect de son propre personnel.

Employé d'André Boisclair à cette époque, Philippe Navarro s'est par

- Né à Montréal le 14 avril 1966.
- > 1986 : diplômé de Jean-de-Brébeuf.
- Deux ans d'études en sciences économiques à l'Université de Montréal.
- > Juin 2005 : Master in Public Administration de la John F. Kennedy School of Government, affiliée à Harvard.
- > 1995-1996 : ministre délégué aux Relations avec les citoyens et aux communautés culturelles.
- > 1996 à 1998 : ministre en titre aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration.
- > 1998-2001 : ministre de la Solidarité sociale.
- > 1998-2002 : leader parlementaire adjoint.
- > 2002-2003 : ministre de l'Environnement et des Affaires municipales.
- > 2002-2004 : leader parlementaire.
- > 2003-2004 : leader parlementaire de l'opposition.
- > Août 2004 : démission.

exemple fendu en juin d'un texte bien senti pour que les militants péquistes y songent à deux fois avant de choisir son ancien patron comme chef.

« Le PQ ne peut se permettre de sacrer une coterie dont l'ambition carnassière carbure à la pure gouverne, où une hypothétique indépendance n'existe que pour donner un *high* de plus », écrivait-il.

Le temps n'a rien arrangé et, il y a quelques jours, M. Navarro en remettait. Dans l'aile orthodoxe du PQ, beaucoup voient en Boisclair le chantre d'un nationalisme désincarné, dit-il.

Avec des amis pareils au sein même du Parti québécois, M. Boisclair sera amené à comprendre à la dure que dans l'expression « lutte pour la direction », le mot lutte n'est pas purement décoratif.

### DEMAIN

Richard Legendre, Louis Bernard, Pierre Dubuc, Ghislain Lebel et Jean Ouimet.

## GILBERT PAQUETTE

# Des sorties percutantes

Né à Montréal, le 19 octobre 1942. Études à Saint-Stanislas et à l'Université de Montréal. Baccalauréat en mathématiques (1964) et maîtrise en logique (1965). Maîtrise et doctorat en informatique (1970 et 1991).

Élu dans Rosemont (1976). Ministre délégué de la Science et de la Technologie (1982-1983). Ministre de la Science et de la Technologie en 1984, démission du cabinet en novembre. Député indépendant jusqu'aux élections de

1985, ne s'est pas représenté aux élections générales.

Ancien ministre, Gilbert Paquette est l'un des nombreux candidats marginaux de l'aile gauche du Parti québécois. Il a été le premier à évoquer un ralliement des candidats plus progressistes, sans en avoir parlé à ses collègues toutefois.

Au cours de la campagne, M. Paquette a dû faire face à des accusations de conduite en état d'ébriété. Pour lui, les résultats

des sondages « sont inversement proportionnels au contenu ».

Ministre, il avait démissionné lorsque René Lévesque avait opté pour « le beau risque » du fédéralisme renouvelé à l'automne 1984.

Les péquistes de Montréal se souviennent des sorties percutantes de ce militant radical au début des années 70. Il favorisait par exemple l'imposition du même salaire à l'ensemble de la population.

## DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon

### DES CHIFFRES QUI PARLENT

# 4000

Prix de départ, en dollars canadiens, pour un bébé de sexe masculin offert sur le site chinois d'enchères en ligne Eachnet. La police a ouvert une enquête.

# 60

Prix, en cents, d'un billet de métro à Montréal... dans la tête de l'aspirant maire Pierre Bourque. Le coût réel est quatre fois plus élevé : 2,50\$.

# 33

Âge moyen auquel les hommes italiens ont leur premier enfant — ce qui fait d'eux les pères les plus âgés des pays occidentaux.

### ICI ET AILLEURS

#### GRÈCE

##### Sus au cyclope

L'enseignement de la mythologie est en péril dans les écoles helléniques. Plusieurs parents se sont plaints de la violence contenue dans les légendes des dieux grecs. « Les héros qui tuent les animaux à mains nues, les monstres à trois têtes ou bien encore les Cyclopes sont jugés trop agressifs par l'ensemble des associations de parents d'élèves, note le quotidien *To Vima*. Espérons que le Ministère ne cédera pas à ces caprices! » Homère et Rambo, même combat?

#### ANGLETERRE

##### Sus aux courriels

Des experts anglais estiment que des millions d'heures d'exercice sont perdues chaque semaine dans les bureaux à cause du courriel. Plutôt que de se lever pour communiquer avec leurs collègues, les gens se contentent désormais d'écrire une note et d'appuyer sur « envoyer ». Les experts recommandent carrément aux employeurs d'interdire les courriels internes. Selon eux, augmenter de 10% l'activité physique pourrait sauver 600 vies, en plus de faire maigrir un million d'obèses en Angleterre.

### ILS, ELLES ONT DIT...

#### Pessimiste

« Le refus global du changement fait mal au Québec parce qu'il risque de le transformer en république du statu quo, en fossile du XX<sup>e</sup> siècle. »

— Le manifeste *Pour un Québec lucide*, présenté par une douzaine de personnalités québécoises, LUCIEN BOUCHARD en tête.

#### Menaçant

« Vous me connaissez et vous savez bien que je ne me laisserai pas. »

— Le dictateur déchu SADDAM HUSSEIN, à l'occasion de l'ouverture de son procès à Bagdad. Atermoiements à la Milosevic en vue.

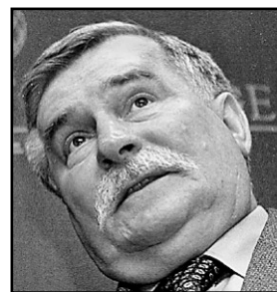
Saddam Hussein  
PHOTO AFP

#### Antisémitisme

« Déjà c'était signé. »

— L'humoriste DIEUDONNÉ, racontant l'agression qu'il aurait subie aux mains de quatre Israéliens l'ayant attaqué « dans le dos ». Sur le plateau de *Tout le monde en parle*, les invités n'ont rien trouvé de mieux à faire que de compatir.

### EN HAUSSE... EN BAISSÉ



Lech Walesa  
PHOTO AP

#### » LE PLOMBIER POLONAIS



Il avait fait un tabac en promettant aux Français de ne pas « voler leur job » après l'élargissement de l'Union européenne. Une fois de plus, le plombier polonais compte des points : son allure sexy a engendré une hausse de 14% des touristes français dans son pays cet été. Le plombier aurait eu un succès encore plus délirant au Canada puisque le nombre de touristes canadiens en Pologne a augmenté de 62%!



PHOTO AP

#### » JUDITH MILLER



La journaliste du *New York Times* a croupi trois mois en prison pour avoir refusé de dévoiler sa source dans l'affaire Valerie Plame, cette espionne de la CIA qui aurait été « brûlée » par des proches du président Bush. Libérée, Judith Miller affirme... avoir oublié l'identité de sa source! Son propre journal semble sur le point de la lâcher, après avoir publié des reportages mettant en doute sa crédibilité.

## Objectif Europe



AGNÈS GRUDA

### DES NOUVELLES DU MONDE

agruda@lapresse.ca

Il y a la grande actualité, celle qui clignote en grosses lettres dans les manchettes des médias et chargée de chiffres vertigineux. Millions de déplacés. Dizaines de milliers de morts.

Et puis il y a l'actualité minuscule, celle qui se décline au singulier avec un nom, un prénom et un visage. C'est le point de vue qu'a choisi la photographe française Sarah Caron lorsqu'elle a braqué son objectif sur les immigrants qui s'arrachent aux confins de l'Afrique dans l'espoir de refaire leur vie en Europe.

Pendant deux ans, elle a suivi ces clandestins dans leur longue traversée du désert. Elle en a tiré un photoreportage publié sous le titre *Odyssée moderne, voyage avec les migrants clandestins du Sahara à la Grande Bleue*.

Qui sont donc ces gens que l'on a vus, ces dernières semaines, se jeter sur les barbelés de Ceuta ou Melilla, les deux enclaves espagnoles au Maroc? Sarah Caron les a bien connus. Selon elle, il s'agit surtout d'hommes plutôt jeunes, souvent envoyés par leur famille avec le mandat de s'établir en Europe pour aider leurs proches restés en Afrique.

« Certains ont pris la route parce qu'un village entier avait économisé de l'argent pour faire partir un garçon

plus apte que les autres. Ils représentent tout l'espoir d'un village », raconte la photographe, jointe à Bangkok à la veille d'un nouveau photoreportage, au Cambodge cette fois.

Des milliers de jeunes villageois, des paysans mais aussi des universitaires ou des sportifs, convergent ainsi vers Agadez, au Niger. C'est là que commence le désert. Et c'est là que l'on trouve un passeur pour aller plus loin.

« Au début, ces garçons sont très naïfs. Certains mettent des chaussures blanches, un beau veston, ils sont sapés comme des nababs », raconte Sarah Caron.

Mais avant de se montrer dans leurs plus beaux atours aux portes de l'Europe, ils ont un long chemin à parcourir. En cours de route, ils se heurtent aux passeurs véreux, aux militaires algériens qui les dépouillent de tous leurs biens, ou à ceux du Maroc, qui les battent ou leur tirent dessus. Souvent, ces hommes des sables se font repousser vers le Sud. Alors ils recommencent, inlassablement, leur lente remontée.

« C'est comme le jeu de l'oie », dit Sarah Caron. On avance. On se fait refouler. On reprend la route. En moyenne, a estimé la photographe, cela peut prendre entre un et cinq ans avant qu'un clandestin parvienne

« En moyenne, cela peut prendre entre un et cinq ans avant qu'un clandestin ne parvienne à percer le mur de l'Europe. »

à percer le mur de l'Europe. Pendant le voyage, les garçons perdent peu à peu leurs illusions. « Ils deviennent durs, sauvages... »

Un jour, la photographe a croisé un jeune Ivoirien qui quittait un pays au bord de la guerre civile. « Il avait 20 ans. Il pensait peut-être se rendre en France, pour acheter des pièces d'auto et les envoyer à son copain qui avait un garage. Il croyait sincèrement faire de l'import-export », s'étonne encore Sarah Caron.

Puis elle l'a perdu de vue, comme elle a perdu de vue de nombreux clandestins croisés dans le désert. Un jour, elle reçoit un courriel avec une photo. Le garçon, rayonnant et bien habillé, se trouvait en Espagne,

#### EN UN COUP D'OEIL :

Onze personnes ont été tuées depuis la fin août en tentant de traverser les barrières des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, au Maroc.

L'Espagne a un PIB par habitant 15 fois plus élevé que le Maroc.

Depuis un an, 464 émigrants mexicains sont morts en tentant d'entrer aux États-Unis.

Les États-Unis ont un PIB par habitant six fois plus élevé que celui du Mexique.

où, disait-il, il avait trouvé un boulot dans les « communications ». Vérification faite, il distribuait des prospectus publicitaires...

////////

Ces milliers de jeunes chargés d'une mission — faire vivre un village entier — créent une lourde pression sur l'Europe. Cette semaine, la France et l'Espagne se sont entendues pour lancer une « initiative globale sur l'immigration clandestine », qui inclurait aussi les pays du Maghreb et les capitales africaines.

Mais comment stopper cet afflux humain quand on sait que la frontière entre le Maroc et l'Espagne est l'une des plus inégalitaires de la planète? C'est ce que signalait l'économiste espagnol Inigo More dans un texte publié récemment dans *El País*, traduit dans *Le Monde*.

Une maison au Maroc coûte environ 6000 euros (8500\$), soit un an de travail au salaire minimum en Espagne, souligne-t-il. Il ajoute que, avec la même somme, on peut acheter deux propriétés agricoles en Mauritanie, et quatre dans un pays comme le Mali.

L'expérience américano-mexicaine montre bien que ni les barbelés ni la répression ne réussissent à refouler ces réfugiés du désespoir. « Le plus curieux, note enfin Inigo More, ce n'est pas tant que Ceuta et Melilla soient prises d'assaut, mais qu'elles tiennent encore debout. »

### QUE SONT-ILS DEVENUS ?

## L'enfant perdu

Hier, on étalait leur vie sur toutes les tribunes. Aujourd'hui, ils ont disparu de l'écran radar. Ou presque. Pourtant, ceux qui nous ont fait vibrer, rager, pleurer ou baver d'envie sont toujours là. On les a rattrapés. Bienvenue au club des retrouvés.

MARIE-ANDRÉE AMIOT  
mamiot@lapresse.ca

À sa grande tristesse, le cinéaste Claude Gagnon ignore ce qui est arrivé à Kenny, la jeune vedette de son film *The Kid Brother*. Son protégé est introuvable. « Longtemps, j'ai gardé des liens avec lui mais depuis six ans, j'ai perdu sa trace », se désole Claude Gagnon.

Kenny Easterday, cet adolescent sans jambes ni bassin qui marchait sur les mains et se déplaçait sur sa planche à roulettes, avait frappé l'imaginaire en 1987 quand Claude Gagnon en avait fait le héros de son film. Tellement que *The Kid Brother* avait remporté le Grand Prix au Festival des films du monde de Montréal. En quelques mois, le jeune garçon au sourire irrésistible avait fait le tour du monde.

Kenny avait 13 ans quand le cinéaste l'a rencontré. Après le succès de sa coproduction japonaise, Keiko, une maison de production, avait offert à Claude Gagnon de tourner un film sur cet enfant lourdement handicapé. « J'étais très réticent au début, je ne voulais pas tomber dans l'exploitation larmoyante. » Mais son ami et collègue Jean-Claude Labrecque l'avait finalement convaincu. En Pennsylvanie, où il avait rencontré la famille Easterday, ses inquiétudes s'étaient dissipées. Le film mettait aussi en vedette le frère et la sœur de Kenny.

Kenny était un enfant attachant, brillant et bon en classe. Claude Gagnon croit que le plus grand handicap de Kenny n'était pas son infirmité mais son milieu familial. « Il venait d'un milieu très modeste, pas très porté vers la culture. Dans la maison, il n'y avait pas de livres, pas de

magazines. Que la télé. Surtout des combats de lutte. »

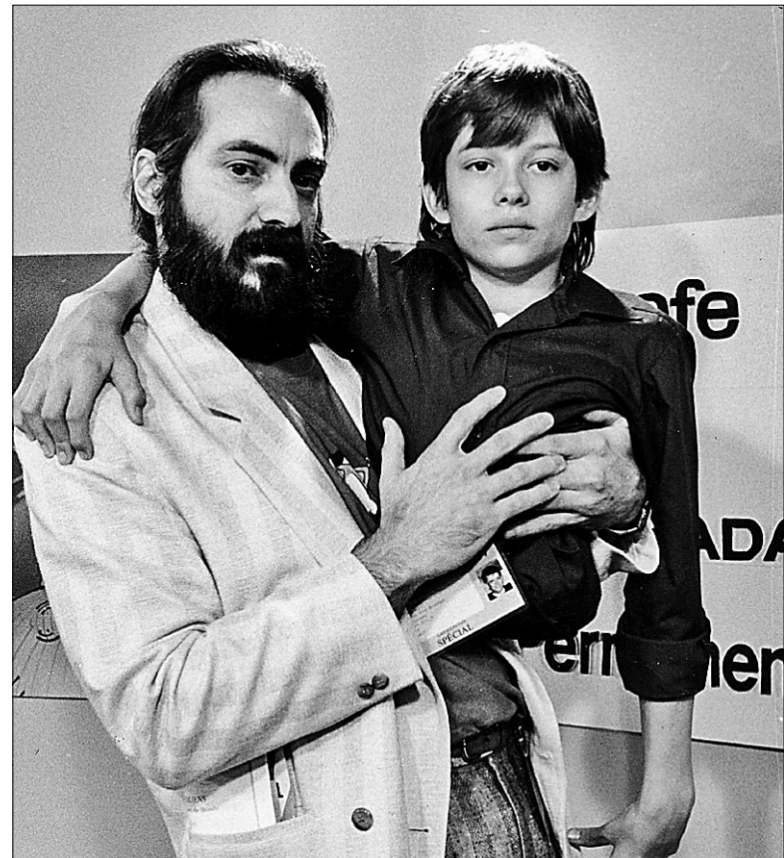
Pendant des années, Kenny a gagné sa vie grâce aux cachets des distributeurs de films qui l'invitaient dans leur pays. Le film a été présenté partout, de l'Australie à l'Allemagne, de Séoul à Singapour.

Kenny s'est marié à 19 ans mais est divorcé depuis quelques années. « Ses problèmes conjugaux étaient considérables. » Il a tenté de poursuivre des études en informatique dans une université de la Californie mais

n'a pas obtenu son diplôme. Il aura 32 ans en décembre. M. Gagnon pense qu'il a peut-être déménagé de sa ville natale Pittsburgh pour se rapprocher d'autres membres de sa famille en Caroline du Sud ou en Virginie. « Mais je n'en ai aucune idée. »

Vous vous demandez où sont passées ces personnes qui ont défrayé la chronique et qui se sont éclipsées depuis? Écrivez-vous et nous tenterons de les retrouver.

mamiot@lapresse.ca



Claude Gagnon et Kenny Easterday

PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE ©

Envoyez-nous vos commentaires et suggestions à [ohetbah@lapresse.ca](mailto:ohetbah@lapresse.ca)

Sources : Isabelle Hachey, Agnès Gruda, AFP, *Courier International*, *Guardian*